Les limites sont :

Au Nord :

La rivière Gougoutché du point B au point C

La conventionnelle C.D. ayant un orientation de 27 grades et une longueur approximative de 500 mètres.

Le marigot Agbotoé du point D au point E

A l'Est :

La rivière Mono du point E au point F

Le marigot Auronfo du point F au point G

La conventionnelle G.H. ayant un orientation magnétique de 300 grades et une longueur approximative de 1.250 mètres

Le marigot Zouka du point H au point I

La conventionnelle I.J. ayant un orientation magnétique de 211 grades et une longueur approximative de 2.500 mètres.

Le marigot Badjahié du point J au point K.

Au Sud :

La conventionnelle K.L. ayant un orientation magnétique de 300 grades et une longueur approximative de 1250 mètres

Le marigot Kparé-Ogou du point L au point M.

A l'Ouest :

La rivière Ogou du point A au point B.

ART. 2. — Les droits d'usages maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 1^{er} du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Togo, la chasse sans usage de feu y est autorisée. Conformément à l'article 20 du décret du 5 février 1938 des autorisations temporaires de culture seront attribuées aux riverains qui en feront la demande sur des terrains destinés à être ensuite enrichis en essences de valeur.

ART. 3. — La répression des infractions aux prescriptions du présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du Titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le Chef du Service des Eaux et Forêts, le Commandant de Cercle du Centre sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 février 1953.

L. PECHOUX.

Postes et télécommunications

ARRETE No 93-53/PTT. du 18 février 1953 portant création d'un service de colis postaux « Avion » entre le Togo et l'Afrique Occidentale Française.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies et l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté no 215-52/PTT. du 4 mars 1952 portant modification des taxes principales et accessoires afférentes aux Colis Postaux du régime de l'Union Française;

Vu l'arrêté no 873-52/PTT. du 1^{er} décembre 1952 rendant exécutoire la délibération no 46/A.T.T. du 26 novembre 1952 de l'Assemblée Territoriale du Togo portant réaménagement de certaines taxes du Service des Postes et Télécommunications;

Vu la lettre no R.L. 58/CI du 27 janvier 1953 du Représentant local de la Société Nationale Air France;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes et Télécommunications;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la création d'un service de Colis Postaux « Avion » dans les relations réciproques entre le Togo d'une part et l'Afrique Occidentale Française d'autre part.

ART. 2. — Les colis postaux « Avion » pourront dans les relations considérées être grevés de remboursement ou faire l'objet d'une déclaration de valeur.

Le volume des colis avion ne doit pas dépasser 10 dm³ par kilogramme et les dimensions ne doivent pas être supérieures à 1m × 0m50 × 0m50.

La limite de poids est fixée à 20 kg comme pour les colis postaux acheminés par voie de surface.

ART. 3. — Les taxes à percevoir pour le transport des colis postaux « Avion » destinés à l'Afrique Occidentale Française ainsi que la répartition de ces taxes dans les relations réciproques entre le Togo et l'Afrique Occidentale Française sont fixées conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté.

ART. 4. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} mars 1953, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 février 1953.

L. PECHOUX.

TABLEAU

fixant la répartition des taxes des colis postaux avion ordinaires expédiés du Togo à destination de l'Afrique Occidentale Française.

1^{er} Mars 1953.

Coupages de poids	Part revenant au Togo en francs C. F. A.	Surtaxe aérienne en francs C. F. A.	Part terminale A. O. F. en francs C. F. A.	Taxe totale en francs C. F. A.
1 kg.	17	90	17	124
1,5 —	23	135	23	181
2 —	23	180	23	226
2,5 —	23	225	23	271
3 —	23	270	23	316
3,5 —	29	315	29	373
4 —	29	360	29	418
4,5 —	29	405	29	463
5 —	29	450	29	508
5,5 —	51	495	51	597
6 —	51	540	51	642
6,5 —	51	585	51	687
7 —	51	630	51	732
7,5 —	51	675	51	777
8 —	51	720	51	822
8,5 —	51	765	51	867
9 —	51	810	51	912
9,5 —	51	855	51	957
10 —	51	900	51	1.002
10,5 —	72	945	72	1.089
11 —	72	990	72	1.134
11,5 —	72	1.035	72	1.179
12 —	72	1.080	72	1.224
12,5 —	72	1.125	72	1.269
13 —	72	1.170	72	1.314
13,5 —	72	1.215	72	1.359
14 —	72	1.260	72	1.404
14,5 —	72	1.305	72	1.449
15 —	72	1.350	72	1.494
15,5 —	91	1.395	91	1.577
16 —	91	1.440	91	1.622
16,5 —	91	1.485	91	1.667
17 —	91	1.530	91	1.712
17,5 —	91	1.575	91	1.757
18 —	91	1.620	91	1.802
18,5 —	91	1.665	91	1.847
19 —	91	1.710	91	1.892
19,5 —	91	1.755	91	1.937
20 —	91	1.800	91	1.982

Colis avion contre remboursement

Doivent être traités comme les colis postaux acheminés par la voie de surface dans la relation considérée. Montant maximum 50.000 frs CFA.

Colis avion avec valeur déclarée

Montant maximum de la déclaration de valeur : 175.000 francs CFA. Droit d'assurance : 28 francs CFA. par 17.250 francs CFA.

DECISION N° 228/D/PT. du 18 février 1953 fixant l'organisation du Service des Postes et Télécommunications au Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies, l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 109/Cab du 28 février 1945 promulguant au Togo le décret du 25 août 1944 portant création d'un Cadre Général des Transmissions Coloniales;

Vu l'arrêté n° 195-49/Cab du 12 mars 1949 promulguant le décret n° 49-282 du 28 février 1949 constituant le Service des Postes et Télécommunications au Togo;

Vu les effectifs budgétaires;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le Service des Postes et Télécommunications du Togo est placé sous l'autorité du Chef du Service des Postes et Télécommunications qui relève directement du Commissaire de la République au Togo.

Ce fonctionnaire est assisté d'un Chef du Groupe Postal et d'un Chef du Groupe des Télécommunications.

ART. 2. — Compte tenu des effectifs budgétaires, le Chef du Service des Postes et Télécommunications du Togo cumulera les fonctions de Chef du Groupe Postal et de Chef du Groupe des Télécommunications.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 18 février 1953.

L. PECHOUX.

Contributions Directes

ARRETE N° 104-53/CD. du 20 février 1953 rapportant l'arrêté n° 965-52/CD. du 29 décembre 1952 portant aménagement du tarif des patentes.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création de l'Assemblée Représentative du Togo;

Vu la délibération n° 39/A.T.T. du 20 novembre 1952;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté n° 965-52/CD du 29 décembre 1952 portant aménagement du tarif des patentes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 février 1953.

L. PECHOUX.

ARRETE N° 108-53/CD. du 20 février 1953 rapportant l'arrêté n° 966-52/CD. du 29 décembre 1952 portant modification des règles, modes de calcul et taux des impôts sur le revenu.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création de l'Assemblée Représentative du Togo;

Vu la délibération n° 50/A.T.T. du 26 novembre 1952;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté n° 966-52/CD. du 29 décembre 1952 portant modification des règles, modes de calcul et taux des impôts sur le revenu.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 février 1953.

L. PECHOUX.

Centres d'Etat-Civil

ARRETE N° 111-53/A.P. du 24 février 1953 portant création de centres d'Etat-Civil dans le Cercle de Dapango.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;